

No. 40956

**Brazil
and
Russian Federation**

Agreement between the Government of the Federative Republic of Brazil and the Government of the Russian Federation regarding mutual assistance in the prevention, investigation and suppression of customs offences. Brasília, 12 December 2001

Entry into force: *1 August 2004 by notification, in accordance with article 17*

Authentic texts: *French, Portuguese and Russian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Brazil, 1 February 2005*

**Brésil
et
Fédération de Russie**

Accord d'assistance mutuelle entre le Gouvernement de la République fédérative du Brésil et le Gouvernement de la Fédération de Russie pour la prévention, l'investigation et la poursuite des fraudes douanières. Brasília, 12 décembre 2001

Entrée en vigueur : *1er août 2004 par notification, conformément à l'article 17*

Textes authentiques : *français, portugais et russe*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Brésil, 1er février 2005*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD D'ASSISTANCE MUTUELLE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL ET LE GOUVERNEMENT
DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE POUR LA PREVENTION L'INVESTI-
GATION ET LA POURSUITE DES FRAUDES DOUANIÈRES

Le Gouvernement de la République du Brésil et le Gouvernement de la Fédération de Russie (ci-après dénommés les "Parties"),

Considérant que les infractions à la législation douanière portent préjudice à leurs intérêts économiques, commerciaux, fiscaux, sociaux et culturels;

Considérant qu'il est essentiel d'assurer l'application correcte des mesures de contrôle, de restriction ou de prohibition, et la perception exacte des droits douaniers et d'autres taxes dues à l'administration douanière à l'exportation ou à l'importation des marchandises;

Considérant que le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes constitue une menace grave pour la santé publique et la société;

Vu la Recommandation du Conseil de Coopération Douanière - Organisation Mondiale des Douanes - sur l'assistance administrative mutuelle du 5 décembre 1953;

Vu encore les Conventions internationales qui établissent des interdictions, des restrictions et des mesures spéciales de contrôle concernant des marchandises spécifiques;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1. Définitions des Termes

Aux fins du présent Accord, on entend par:

1. "Législation douanière": l'ensemble des dispositions légales, réglementaires et administratives que les administrations douanières sont chargées de faire appliquer à l'exportation et à l'importation des marchandises, au transit des marchandises, ou au placement des marchandises sous les régimes douaniers ou bien à la perception des droits de douane ou d'autres droits ou taxes perçus par les administrations douanières, ainsi que les mesures de prohibition, de restriction ou de contrôle à l'exportation ou à l'importation des marchandises.

2. "Administration douanière"

a) pour le Gouvernement de la République Fédérative du Brésil: la Coordination Générale du Système Douanier auprès du Secrétariat de la Recette Fédérale du Ministère des Finances:

b) pour le Gouvernement de la Fédération de Russie: le Comité d'État des douanes.

3. "Infraction douanière" : toute violation ou tentative de violation de la législation douanière.

4. "Personne" : toute personne physique ou morale.

5. "Produits stupéfiants et substances psychotropes": les produits figurant sur les listes de la Convention Unique de l'Organisation des Nations Unies sur les stupéfiants du 30 mars 1961, de la Convention unique de l'Organisation des Nations Unies relative aux substances psychotropes du 21 février 1971, ainsi que les substances chimiques figurant aux tableaux I et II de l'annexe à la Convention de l'Organisation des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes du 20 décembre 1988.

6. "Informations" : tout(e) donnée, document, rapport, copie certifiée conforme de ces derniers ou toute autre communication.

7. "Renseignements": les informations traitées ou analysées afin de fournir des précisions s'agissant d'une infraction douanière.

8. "Administration requise": l'administration des douanes à laquelle une demande d'assistance est adressée.

9. "Administration requérante": l'administration des douanes qui formule une demande d'assistance.

Article 2. Champ d'Action de l'Accord

1. Les administrations douanières se prêtent assistance dans les conditions fixées par le présent Accord en vue d'assurer l'application correcte de la législation douanière et de prévenir, investiguer et poursuivre les infractions douanières.

2. L'assistance prévue au paragraphe précédent ne vise pas la perception par l'administration douanière de l'État d'une Partie des droits de douane, impôts, taxes, amendes et autres sommes dues à l'administration douanière de l'État de l'autre Partie.

3. Sur demande de l'administration requérante, l'administration requise notifiera aux personnes intéressées résidentes sur le territoire de son État tous avis, décisions et autres documents concernant l'application de la législation douanière en vigueur sur territoire de l'État de l'administration requise et dans les limites de la compétence de cette administration.

Article 3. Échange d'information

1. Les administrations douanières échangent, spontanément ou sur demande, les informations qui puissent être utiles pour assurer l'application correcte de la législation douanière:

a) à la perception par les administrations douanières des droits de douane et taxes ainsi que l'évaluation correcte de la valeur de douane des marchandises et leur classement tarifaire;

b) au respect des mesures de prohibition, de contingentement, de taxation préférentielle ou d'exemption concernant l'importation, l'exportation ou le transit de marchandises;

c) à l'application des règles concernant l'origine des marchandises;

d) à la prévention et à la restriction aux infractions douanières et au trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes.

2. Lorsque l'administration requise ne dispose pas de l'information demandée, elle prendra des mesures en vue d'obtenir cette information.

Article 4. Lutte contre le Trafic Illicite des Marchandises d'Importance Particulière

Chaque administration douanière fournit, spontanément ou sur demande et sans délai tous les renseignements dont elle dispose, concernant:

a) les opérations dont ait été constaté ou suspecté le caractère frauduleux au regard de leur respective législation douanière, en particulier toute irrégularité décelée à l'occasion d'un contrôle à l'exportation, à l'importation ou à la circulation de marchandises;

b) les nouveaux moyens ou méthodes utilisés pour commettre des infractions à leur législation douanière respective;

c) les catégories de marchandises connues comme faisant l'objet d'un trafic frauduleux à l'importation, à l'exportation ou au transit telles que les armes, les munitions, les explosifs, les produits stupéfiants et substances psychotropes, les objets d'art ou antiquité ayant une grande valeur artistique, historique ou archéologique pour l'une des Parties, les produits toxiques ou dangereux pour la santé publique, les marchandises fortement taxées ou soumises à des restrictions quantitatives;

d) les personnes soupçonnées de commettre, éventuellement ou habituellement, des infractions douanières;

e) les moyens de transport soupçonnés d'être utilisés pour commettre des infractions douanières;

f) les nouvelles techniques de lutte contre les infractions douanières ayant fait preuve de leur efficacité.

Article 5. Forme et Contenu de la Demande

1. Chaque administration douanière doit fournir sur demande écrite ou, en cas d'urgence, sur demande orale confirmée ensuite par écrit, et aussi rapidement que possible tous les renseignements:

a) relatifs aux extraits de documents de douane concernant les mouvements de marchandises entre les deux Etats faisant ou pouvant faire l'objet d'un trafic frauduleux, notamment celles visées au point "c" de l'article 4 du présent Accord, au regard de la législation douanière appliquée par l'administration requérante, autant que possible sous forme de copies dûment certifiées ou authentifiées desdits documents ou sur support informatique. Dans ce dernier cas, toutes les informations nécessaires au traitement des documents seront fournies sur demande;

b) pouvant servir à déceler des infractions à la législation douanière appliquée par l'administration requérante.

2. Ces demandes ou confirmations écrites doivent comporter les indications suivantes:

-- le nom et la qualité de l'autorité douanière requérante,

-- la nature de la procédure en cours,

- l'objet et le motif de la demande,
- l'identité des parties impliquées (nom, date et lieu de naissance pour les personnes physiques, raison sociale pour les personnes morales) et leur adresse (siège social pour les personnes morales);
- un exposé sommaire de l'affaire ainsi que les éléments juridiques y afférents.

Article 6. Surveillance des Personnes, des Marchandises et des Moyens de Transport

Sur demande de l'administration requérante, l'administration requise fournit des renseignements et des communications et exerce une surveillance spéciale sur:

- a) les personnes dont l'administration requise ait connaissance d'avoir commis des infractions ou soupçonne de les pouvoir commettre, particulièrement celles en déplacement à l'entrée ou à la sortie du territoire douanier de l'État de l'administration requise;
- b) les mouvements suspects de marchandises qui ont été signalés par l'administration requérante et qui sont soupçonnés d'infraction à la législation douanière appliquée par cette administration;
- c) les lieux d'entrepôt des marchandises que l'administration requérante soupçonne d'être destinées à l'importation illégale sur le territoire de son État;
- d) les moyens de transport que l'administration requérante soupçonne d'être utilisés pour commettre des infractions douanières sur le territoire de l'État d'une ou d'autre Partie;
- e) les actes qui peuvent être liés au trafic illicite de stupéfiants et substances psychotropes.

Article 7. Livraison Surveillée

1. Les administrations douanières peuvent, d'un commun accord, au cas par cas et après avoir défini les modalités financières et pratiques, utiliser la méthode de la livraison surveillée pour les produits stupéfiants et substances psychotropes de manière à identifier les personnes impliquées dans des infractions douanières.

2. Les expéditions illicites dont il est convenu de surveiller la livraison peuvent, d'un commun accord, être interceptées ou autorisées à poursuivre leur acheminement telles quelles, ou bien après que les stupéfiants ou les substances psychotropes en aient été soustraits ou aient été remplacés en tout ou partie par d'autres produits.

Article 8. Dérogations

1. L'assistance prévue par le présent Accord pourra être refusée complètement ou partiellement par chaque administration douanière quand elle puisse porter préjudice à la souveraineté, à l'ordre public, ou à d'autres intérêts essentiels pour son État, ou puisse impliquer la violation d'un secret industriel, commercial ou professionnel.

2. Lorsque l'administration requérante présente une demande qu'elle même ne serait pas en mesure de satisfaire, présentée par l'administration requise, elle signale le fait dans

l'exposé de sa demande. Dans un tel cas, l'administration requise a toute latitude pour déterminer la suite à donner à cette demande.

3. L'assistance peut être retardée par l'administration requise en cas d'intervention dans une enquête, poursuite ou procès judiciaire en cours. Dans un tel cas, l'administration requise consulte l'administration requérante à fin de déterminer si l'assistance pourra être accordée sous réserve de l'accomplissement des conditions imposées par l'administration requise.

4. Tout refus ou délai d'assistance doit être motivé.

Article 9. Enquêtes

1. En vue de faciliter la recherche sur le territoire de son État, chaque administration douanière procède, à la requête de l'autre administration douanière, à des enquêtes relatives aux opérations présentant ou paraissant présenter un caractère frauduleux au regard de la législation douanière en vigueur sur le territoire de l'État de l'administration requérante et effectue telles enquêtes dans les mêmes conditions que si elle agissait pour son propre compte ou à la demande d'autres autorités de son État.

2. L'administration requise peut autoriser au cours des enquêtes que des agents de l'administration requérante soient présents lors desdites enquêtes. Dans ce cas, ces agents ne seront ni armés ni revêtus de leur uniforme.

Article 10. Établissement des Relations Directes

Les administrations douanières peuvent établir des relations directes entre leurs services chargés de prévenir, d'investiguer ou de poursuivre les infractions douanières en vue d'échanger des renseignements. Dans ce cas, elles présenteront les listes des agents spécialement désignés à cette fin.

Article 11. Confidentialité

1. Les informations obtenues ayant comme source l'assistance prévue par le présent Accord ne seront utilisées qu'aux fins déterminés par celui-ci. Toute utilisation différente desdites informations ne sera possible que si l'administration douanière qui les a fournies y consent expressément et par écrit.

2. Les informations, les renseignements et les documents obtenus par une administration douanière en application du présent Accord doivent être considérés comme confidentiels et bénéficier des mêmes garanties en termes de protection que celles accordées par la législation appliquée par cette administration douanière à ses propres informations de même nature.

Article 12. Utilisation des Renseignements et des Documents

1. Les administrations douanières peuvent faire état à titre de preuve, tant dans les procès-verbaux, rapports et témoignages, qu'au cours des procédures et poursuites devant les

tribunaux, des renseignements et documents recueillis dans les conditions prévues par le présent Accord.

2. L'étendue de la force probante attribuée à ces renseignements et documents est déterminée par la législation appliquée par l'administration requérante.

Article 13. Experts et Témoins

1. Sur demande d'un tribunal ou d'une autorité de l'État d'une des Parties, l'administration douanière de l'État de l'autre Partie peut autoriser ses agents à comparaître en qualité d'experts ou de témoins devant un tribunal ou l'autorité requérante.

2. Ces agents peuvent déposer, dans le cadre de l'autorisation de leur administration respective, sur les constatations faites par eux-mêmes dans l'exercice de leurs fonctions.

3. La demande de comparution devra préciser notamment dans quelle affaire et en quelle qualité l'agent sera interrogé.

4. Les frais de déplacement ainsi que les indemnités versées aux experts, aux témoins et aux interprètes seront à la charge de l'administration requérante.

Article 14. Frais

Chacune des Parties renonce à toute réclamation tendant à obtenir le remboursement par l'autre Partie des frais résultant de l'application du présent Accord, à l'exception des dépenses engagées au titre de l'article 13.

Article 15. L'Application Territoriale de l'Accord

Le présent Accord s'applique aux territoires douaniers de la République Fédérative du Brésil et de la Fédération de Russie tels que définis par leur législation.

Article 16. Réalisation

1. Les modalités et mesures concrètes d'application de certaines dispositions du présent Accord peuvent être précisées, si besoin, par voie d'arrangement entre les administrations douanières.

2. En vue de faciliter la mise en oeuvre du présent Accord, les administrations douanières peuvent définir par voie d'arrangement des mesures de coopération technique mutuelle.

3. Il sera créé une Commission mixte composée de représentants des deux administrations douanières, chargée d'examiner les questions liées à l'application du présent Accord.

4. La Commission mixte se réunira, si besoin, alternativement sur le territoire de l'État de chacune des Parties.

5. Les différends non résolus seront réglés par la voie diplomatique.

Article 17. Entrée en Vigueur et Dénonciation

1. Le présent Accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois après que la dernière note diplomatique par laquelle l'une des Parties ait informé à l'autre l'accomplissement des procédures légales internes requises pour son entrée en vigueur.

2. Le présent Accord demeurera en vigueur pour une durée illimitée, sauf si l'une des Parties le dénonce à tout moment par notification écrite adressée par la voie diplomatique à l'autre Partie. La dénonciation prendra effet 180 (cent-quatre-vingts) jours après la date de notification.

3. Le présent Accord peut être modifié par la voie diplomatique et par consentement mutuel entre les Parties; les modifications entreront en vigueur en conformité avec les dispositions du paragraphe 1 de cet Article.

Fait à Brasilia, le 12 décembre, 2001, en double exemplaire originaux, en portugais, russe et français, tous les textes faisant également foi. En cas de divergences d'interprétation, le texte en français prévaudra.

Pour le Gouvernement de la République Fédérative du Brésil :

Le Ministre d'État des affaires étrangères,

CELSO LAFER

Pour le Gouvernement de la Fédération de Russie :

Le Président du Comité d'État douanier,

MIKHAIL VALENTINOVITCH VANIN

[PORTUGUESE TEXT — TEXTE PORTUGAIS]

ACORDO DE ASSISTÊNCIA MÚTUA ENTRE O GOVERNO DA REPÚBLICA FEDERATIVA DO BRASIL E O GOVERNO DA FEDERAÇÃO DA RÚSSIA PARA PREVENÇÃO, INVESTIGAÇÃO E COMBATE A INFRAÇÕES ADUANEIRAS

O Governo da República Federativa do Brasil

e

O Governo da Federação da Rússia
(doravante denominados as “Partes”),

Considerando que as infrações à legislação aduaneira são prejudiciais a seus interesses econômicos, comerciais, fiscais, sociais e culturais;

Considerando que é essencial assegurar a aplicação correta das medidas de controle, de restrição ou de proibição, e a percepção exata dos direitos aduaneiros e outras taxas cobradas na exportação e na importação de mercadorias;

Considerando que o tráfico ilícito de entorpecentes e substâncias psicotrópicas constitui uma ameaça grave à saúde pública e à sociedade;

Tendo em vista a Recomendação do Conselho de Cooperação Aduaneira - Organização Mundial das Aduanas - sobre a Assistência Administrativa Mútua, de 5 de dezembro de 1953;

Tendo em vista, igualmente, as Convenções Internacionais que formulam proibições, restrições e medidas especiais de controle com respeito a mercadorias específicas;

Acordam o seguinte:

ARTIGO 1

Definição dos termos

Para fins do presente Acordo, entende-se por:

1. “Legislação aduaneira”: o conjunto de disposições legais, regulamentares e administrativas que as administrações aduaneiras estão encarregadas de fazer aplicar à exportação, à importação e ao trânsito de mercadorias, ou à colocação de mercadorias sob regimes aduaneiros, à percepção de direitos aduaneiros ou de outros direitos ou taxas cobrados pelas administrações aduaneiras, bem como as medidas de proibição, de restrição ou de controle à exportação ou a importação de mercadorias.
2. “Administração Aduaneira”:
 - a) para o Governo da República Federativa do Brasil: a Coordenação-Geral do Sistema Aduaneiro da Secretaria da Receita Federal no Ministério da Fazenda;
 - b) para o Governo da Federação da Rússia: o Comitê de Estado das Aduanas;
3. “Infração Aduaneira”: qualquer transgressão ou tentativa de transgressão da legislação aduaneira.
4. “Pessoa”: significa qualquer pessoa física ou jurídica.
5. “Produtos Entorpecentes e Substâncias Psicotrópicas”: os produtos que figuram nas Listas da Convenção Única da Organização das Nações Unidas sobre Entorpecentes, de 30 de março de 1961, da Convenção única da Organização das Nações Unidas relativa às Substâncias Psicotrópicas, de 21 de fevereiro de 1971, bem como as substâncias químicas que figuram nos quadros I e II do Anexo à Convenção da Organização das Nações Unidas contra o Tráfico Ilícito de Entorpecentes e de Substâncias Psicotrópicas, de 20 de dezembro de 1988;
6. “Informação”: todo e qualquer dado, documento, relatório, cópia autenticada relativa a estes ou quaisquer outras comunicações.
7. “Inteligência”: informações processadas ou analisadas de modo a fornecerem particularidades relevantes de uma infração aduaneira.
8. “Administração Requerida”: a Administração Aduaneira à qual um pedido de assistência é endereçado.
9. “Administração Requerente”: a Administração Aduaneira que formula um pedido de assistência.

ARTIGO 2

Campo de Ação do Acordo

1. As Administrações Aduaneiras prestam-se mútua assistência nas condições estabelecidas pelo presente Acordo, com vistas a assegurar a correta aplicação da legislação aduaneira e prevenir, investigar e combater as infrações aduaneiras.
2. A assistência prevista no parágrafo anterior não visa à percepção, pela Administração Aduaneira do Estado de uma Parte, dos direitos aduaneiros, impostos, taxas, multas e outras quantias devidas à Administração Aduaneira do Estado da outra Parte.
3. A pedido da Administração requerente, a Administração requerida notificará às pessoas interessadas residentes no território de seu Estado quaisquer procedimentos, decisões e outros documentos referentes à aplicação da legislação aduaneira em vigor no território do Estado da Administração requerida e nos limites da competência dessa Administração.

ARTIGO 3

Intercâmbio de Informação

1. As Administrações Aduaneiras trocarão, por iniciativa própria ou a pedido, as informações que possam ser úteis para assegurar a correta aplicação da legislação aduaneira, no que se refere:
 - a) à percepção, pelas Administrações Aduaneiras, de direitos aduaneiros e taxas, bem como à avaliação correta do valor aduaneiro das mercadorias e sua classificação tarifária;
 - b) ao respeito às medidas de proibição, de contingenciamento, de tributação preferencial ou de isenção referentes à importação, exportação ou ao trânsito de mercadorias;
 - c) à aplicação das regras referentes à origem das mercadorias;
 - d) à prevenção e repressão aos ilícitos aduaneiros e ao tráfico ilícito de entorpecentes e de substâncias psicotrópicas.
2. Quando a Administração requerida não dispuser da informação solicitada, ela tomará as medidas necessárias para obtenção de tal informação.

ARTIGO 4

Luta contra o Tráfico Ilícito de Mercadorias
de Importância Singular

Cada Administração Aduaneira fornecerá, por iniciativa própria ou a pedido e sem demora, quaisquer informações de que dispuser referentes a:

- a) operações sobre as quais se tenha verificado ou se suspeite serem de caráter fraudulento, em relação à respectiva legislação aduaneira, em particular toda irregularidade verificada por ocasião de um controle na exportação, importação ou circulação de mercadorias;
- b) os novos meios ou métodos utilizados para a prática de infrações à sua respectiva legislação aduaneira;
- c) as categorias de mercadorias conhecidas como sendo objeto de um tráfico fraudulento na importação, na exportação ou no trânsito, tais como as armas, munições, explosivos, produtos entorpecentes e substâncias psicotrópicas, objetos de arte ou antiguidades tendo um grande valor artístico, histórico ou arqueológico para uma das Partes, produtos tóxicos ou perigosos para a saúde pública, mercadorias fortemente tributadas ou sujeitas a restrições quantitativas;
- d) as pessoas suspeitas de cometerem eventual ou habitualmente infrações à legislação aduaneira;
- e) os meios de transporte suspeitos de utilização para prática de infrações aduaneiras;
- f) as novas técnicas de combate às infrações aduaneiras com eficácia comprovada.

ARTIGO 5

Forma e Conteúdo do Pedido

1. Cada uma das Administrações Aduaneiras fornecerá, a pedido por escrito ou, em caso de urgência, por solicitação verbal que deverá ser confirmada por escrito, tão logo seja possível, todas as informações:

- a) relativas a extratos de documentos aduaneiros referentes a movimentos de mercadorias entre os dois Estados que são ou possam ser objeto de tráfico fraudulento, especialmente as contempladas no inciso “c” do Artigo 4º do presente Acordo, relativamente à legislação aduaneira aplicada pela Administração requerente, tanto quanto possível sob forma de cópias devidamente certificadas ou autenticadas dos referidos

documentos ou por meio informatizado. Neste último caso, todas as informações necessárias ao tratamento dos documentos serão fornecidas a pedido;

b) que possam servir para revelar infrações à legislação aduaneira aplicada pela Administração requerente.

2. Esses pedidos ou confirmações escritas devem apresentar as seguintes informações:

- o nome e o cargo da autoridade aduaneira requerente;
- a natureza do procedimento em curso;
- o objetivo e o motivo do pedido;
- a identificação das partes implicadas (nome, data e lugar de nascimento para as pessoas físicas, razão social para as pessoas jurídicas) e seu endereço (sede social para as pessoas jurídicas);
- um relatório sucinto do caso, bem como os elementos jurídicos a ele referentes.

ARTIGO 6

Vigilância sobre Pessoas, Mercadorias e Meios de Transporte

A pedido, a Administração requerida fornecerá informações e inteligências e exercerá especial vigilância sobre:

- a) às pessoas de quem a Administração requerente tenha conhecimento de que cometeram infrações ou suspeite de virem a cometê-las, especialmente aquelas em movimentação de entrada e saída do território aduaneiro do Estado da Parte requerida;
- b) a movimentação de mercadorias que a Administração requerente suspeite serem objeto da prática de infração à legislação aduaneira por ela aplicada;
- c) os locais de entreposto de mercadorias que a Administração requerente suspeite serem destinados à importação ilegal no território de seu Estado;
- d) os meios de transporte que a Administração requerente suspeite serem utilizados para o cometimento de infrações aduaneiras no território do estado de uma ou de outra das Partes;

- e) as ações que possam estar vinculadas ao tráfico ilícito de entorpecentes e de substâncias psicotrópicas.

ARTIGO 7

Entrega sob Vigilância

1. As Administrações Aduaneiras poderão, de comum acordo, caso a caso, e após terem definido as modalidades financeiras e práticas, utilizar o método da entrega sob vigilância para os produtos entorpecentes e substâncias psicotrópicas, de maneira a identificar as pessoas implicadas em infrações aduaneiras.
2. As remessas ilícitas cuja entrega se concorda em efetuar sob controle poderão, de comum acordo, ser interceptadas ou autorizadas a continuar seu encaminhamento, tal qual se apresentem, ou após os entorpecentes ou as substâncias psicotrópicas terem sido retirados ou substituídos total ou parcialmente por outros produtos.

ARTIGO 8

Derrogações

1. A assistência prevista no presente Acordo poderá ser recusada total ou parcialmente quando possa ser prejudicial à soberania, à ordem pública ou a outros interesses fundamentais de uma das duas Partes, ou que possa implicar quebra de sigilo industrial, comercial ou profissional.
2. Quando a Administração requerente apresentar um pedido que ela mesma não poderia atender, caso fosse apresentado pela Administração requerida, deverá indicar tal circunstância no seu pedido. Em tal caso, o atendimento desse pedido ficará a critério da Administração requerida.
3. A assistência pode ser adiada pela Administração requerida quando possa interferir em uma investigação, demanda ou procedimento judiciário em andamento. Nesse caso, a Administração requerida consultará a Administração requerente para determinar se a assistência poderá ser dada sob a reserva de serem cumpridas as condições impostas pela Administração requerida.
4. A assistência negada ou adiada deve ser justificada.

ARTIGO 9
Investigação

1. Com vistas a facilitar a investigação no território de seu Estado, cada Administração Aduaneira procede, a pedido da outra Administração Aduaneira, às investigações relativas às operações que apresentem ou sejam passíveis de apresentar um caráter fraudulento em relação à legislação aduaneira em vigor no território do Estado da Administração requerente e efetuará tais investigações nas mesmas condições como se agisse por conta própria ou a pedido de outras autoridades de seu Estado.

2. A Administração requerida poderá autorizar, durante os trabalhos de investigação, a presença de funcionários da Administração requerente. Nesse caso, os funcionários não poderão estar armados nem revestidos de seus uniformes.

ARTIGO 10
Estabelecimento de Relações Diretas

As respectivas Administrações Aduaneiras podem estabelecer relações diretas, entre seus serviços encarregados de prevenir, investigar ou reprimir a prática das infrações aduaneiras com vistas ao intercâmbio de informações. Nesse caso, apresentarão listas de funcionários especialmente designados para esse fim.

ARTIGO 11
Confidencialidade

1. As informações recebidas com base na assistência administrativa prevista no presente Acordo serão utilizadas exclusivamente para os fins nele estabelecidos. Qualquer outra utilização de tais informações somente será possível se a Administração Aduaneira que as forneceu autorizar expressamente por escrito sua utilização para outros fins.

2. As informações, comunicações e documentos obtidos por uma Administração Aduaneira nos termos do presente Acordo deverão ser consideradas como confidenciais e se beneficiar das mesmas garantias em termos de proteção que as concedidas pela legislação aplicada por essa Administração Aduaneira às suas próprias informações da mesma natureza.

ARTIGO 12
Utilização de Informações e Documentos

1. As Administrações Aduaneiras podem fazer uso, a título de prova diante dos Tribunais, e nos procedimentos verbais, relatórios e testemunhos, dos documentos e informações recebidos nas condições previstas no presente Acordo.

2. O valor de prova atribuído a esses documentos e informações será determinado pela legislação aplicada pela Administração requerente.

ARTIGO 13

Peritos e Testemunhas

1. A pedido de um tribunal ou de uma autoridade de uma das Partes, a Administração Aduaneira do Estado da outra Parte pode autorizar seus funcionários a se apresentarem na qualidade de testemunhas ou de peritos perante o tribunal ou autoridade requerente.

2. Esses funcionários, autorizados por suas respectivas Administrações, podem depor sobre as averiguações por eles realizadas no exercício de suas funções.

3. O pedido de comparecimento deverá expressar exatamente o caso a que se refere e a que título o funcionário será interrogado.

4. As despesas de deslocamento bem como as diárias e ajudas de custo pagas aos peritos e às testemunhas, bem como as despesas com tradutores e intérpretes ficarão a cargo da Administração requerente.

ARTIGO 14

Custos

Cada uma das Partes renuncia, em favor da outra Parte, a qualquer reivindicação de reembolso de despesas incorridas na execução do presente Acordo, salvo no tocante às despesas referidas no Artigo 13.

ARTIGO 15

Aplicação Territorial do Acordo

O presente Acordo é aplicável nos territórios aduaneiros da República Federativa do Brasil e da Federação da Rússia tais como definidos por suas legislações.

ARTIGO 16

Implementação do Acordo

1. As modalidades e medidas concretas de aplicação de certos dispositivos do presente Acordo podem ser estabelecidas com exatidão, quando necessário, por via de acordo entre as Administrações Aduaneiras.


2. Com a finalidade de facilitar a aplicação do presente Acordo, as Administrações Aduaneiras podem estabelecer, por via de acordo, medidas de cooperação técnica mútua.
3. Será criada uma Comissão Mista composta de representantes das duas Administrações Aduaneiras, encarregada de examinar as questões relativas à aplicação do presente Acordo.
4. A Comissão Mista se reunirá, em caso de necessidade, alternadamente no território do Estado de cada uma das Partes.
5. As divergências para as quais não forem encontradas soluções serão resolvidas por via diplomática.

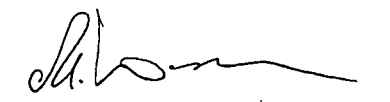
ARTIGO 17

Entrada em Vigor e Denúncia

1. O presente Acordo entra em vigor no primeiro dia do segundo mês após a última nota diplomática pela qual uma Parte comunicar à outra o cumprimento das respectivas formalidades legais internas necessárias para sua entrada em vigor.
2. O presente Acordo permanecerá em vigor por prazo ilimitado, a menos que uma das Partes o denuncie a qualquer momento, através de notificação escrita à outra por via diplomática. A denúncia terá efeito 180 (cento e oitenta) dias a partir da data da respectiva notificação.
3. O presente Acordo pode ser modificado por via diplomática e mútuo acordo entre as Partes; as alterações entrarão em vigor em conformidade com as disposições do parágrafo 1 deste Artigo.

Feito em Brasília, em 12 de dezembro de 2001, em dois exemplares originais, nos idiomas português, russo e francês, sendo todos os textos igualmente autênticos. Em caso de divergência de interpretação, prevalecerá o texto em francês.


PELO GOVERNO DA REPÚBLICA
FEDERATIVA DO BRASIL
Celso Lafer
Ministro de Estado das
Relações Exteriores


PELO GOVERNO DA FEDERAÇÃO
DA RUSSIA
Mikhail Valentinovitch Vanin
Presidente do Comitê Alfandegário Estatal

[RUSSIAN TEXT — TEXTE RUSSE]

СОГЛАШЕНИЕ

**между Правительством Федеративной Республики Бразилии и
Правительством Российской Федерации
о взаимной помощи в предотвращении, расследовании
и пресечении таможенных нарушений**

Правительство Федеративной Республики Бразилии и Правительство Российской Федерации, именуемые в дальнейшем Сторонами, исходя из того, что нарушения таможенного законодательства наносят ущерб их экономическим, торговым, налоговым, общественным и культурным интересам;

учитывая важность обеспечения надлежащего применения мер контроля, ограничения и запрета, а также обеспечения точного исчисления и взимания таможенными службами таможенных платежей при ввозе и вывозе товаров;

принимая во внимание, что незаконный оборот наркотических средств и психотропных веществ представляет серьезную угрозу для здоровья граждан и общества;

принимая во внимание Рекомендацию Совета таможенного сотрудничества о взаимном административном содействии от 5 декабря 1953 года;

принимая во внимание также положения международных конвенций, устанавливающих запреты, ограничения и специальные меры контроля в отношении отдельных товаров;

согласились о нижеследующем:

Статья I
Определение терминов

Термины, используемые в настоящем Соглашении, означают:

1. «Таможенное законодательство» - совокупность нормативных правовых актов, которые уполномочены применять таможенные службы при ввозе, вывозе, транзите товаров, при помещении товаров под таможенные режимы, или взимании таможенных платежей, а также мер по запрету, ограничению или контролю, применяемых при ввозе и вывозе товаров.

2. «Таможенная служба»:

а) в Федеративной Республике Бразилии - Главное Управление Таможенной системы при Секретариате доходной части федерального бюджета Министерства финансов Федеративной Республики Бразилии;

б) в Российской Федерации - Государственный таможенный комитет Российской Федерации.

3. «Таможенное нарушение» - любое нарушение, а также любая попытка нарушения таможенного законодательства.

4. «Лицо» - любое физическое или юридическое лицо.

5. «Наркотические средства и психотропные вещества» - вещества, включенные в списки Единой Конвенции ООН о наркотических средствах от 30 марта 1961 года, Конвенции ООН о психотропных веществах от 21 февраля 1971 года, а также химические вещества, включенные в таблицы I и II Приложения к Конвенции ООН о борьбе против незаконного оборота наркотических средств и психотропных веществ от 20 декабря 1988 года.

6. «Информация» - любые данные, документы, доклады, заверенные копии подлинников документов или любые другие сообщения.

7. «Сведения» - информация, проработанная с целью внесения ясности по таможенным нарушениям.

8. «Запрашиваемая служба» - таможенная служба, к которой направлен запрос о помощи.

9. «Запрашивающая служба» - таможенная служба, которая направляет запрос о помощи.

Статья 2

Сфера действия Соглашения

1. Таможенные службы оказывают друг другу взаимную помощь на условиях, определенных настоящим Соглашением, в целях обеспечения правильного применения таможенного законодательства и предотвращения, расследования и пресечения таможенных нарушений.

2. Помощь, предусмотренная в пункте 1 настоящей статьи, не касается взимания таможенной службой государства одной Стороны таможенных пошлин, налогов, сборов, штрафов и других сумм в пользу таможенной службы государства другой Стороны.

3. По просьбе запрашивающей службы запрашиваемая служба уведомляет заинтересованных лиц, находящихся на территории государства последней, о постановлениях, распоряжениях и других документах, касающихся применения таможенного законодательства, действующего на территории государства запрашиваемой службы и в пределах компетенции этой службы.

Статья 3

Обмен информацией

1. Таможенные службы предоставляют друг другу по собственной инициативе или по запросу информацию, которая может помочь в обеспечении правильного применения таможенного законодательства:

а) при взимании таможенными службами таможенных платежей, а также правильной оценке таможенной стоимости товаров и их тарифной классификации;

б) при соблюдении запретов, ограничений, преференций и льгот при ввозе, вывозе и транзите товаров;

в) при применении правил происхождения товаров;

г) для предупреждения и пресечения таможенных нарушений и незаконного оборота наркотических средств и психотропных веществ.

2. В случае если запрашиваемая служба не располагает запрашиваемой информацией, она принимает меры к получению этой информации.

Статья 4

Борьба с незаконным оборотом товаров, имеющих особо важное значение

1. Таможенные службы, по собственной инициативе или по запросу, незамедлительно предоставляют друг другу все сведения, имеющиеся в их распоряжении и касающиеся:

а) имевших место или намечаемых действий, которые нарушают либо могут нарушить таможенное законодательство одного или другого государства, в особенности касающихся любых нарушений, выявленных в ходе контроля за ввозом, вывозом или перемещением товаров;

б) новых средств или методов, используемых при нарушении таможенного законодательства одного или другого государства;

в) категорий товаров, известных как объект незаконного оборота при ввозе, вывозе или транзите, таких как оружие, боеприпасы, взрывчатые вещества, наркотические средства и психотропные вещества, предметы старины и искусства, представляющие значительную художественную, историческую и археологическую ценность для одной из Сторон, ядовитые вещества и вещества, представляющие опасность для здоровья граждан, товары, облагаемые высокими таможенными пошлинами и налогами или подпадающие под количественные ограничения;

г) лиц, в отношении которых есть основания полагать, что они совершили или могут совершить таможенные нарушения;

д) транспортных средств, подозреваемых в использовании для совершения таможенных нарушений;

е) новых эффективных методов борьбы с таможенными нарушениями.

Статья 5

Форма и содержание запроса

1. По письменному запросу или, в условиях чрезвычайной ситуации, устному запросу, подтвержденному затем в письменной форме, и в возможно короткий срок, таможенные службы предоставляют друг другу все сведения:

а) находящиеся в таможенных документах и касающиеся перемещения между двумя государствами товаров, которые являются либо могут стать объектами незаконного оборота, в частности, товаров, перечисленных в подпункте «в» статьи 4 настоящего Соглашения, в соответствии с таможенным законодательством, применяемым запрашивающей службой, по возможности в виде надлежащим образом заверенных копий или подлинников упомянутых документов или в виде компьютеризованной информации. В последнем случае вся информация, необходимая для обработки документов, предоставляется по запросу;

б) которые могут помочь в выявлении нарушений таможенного законодательства, применяемого запрашивающей службой.

2. Письменные запросы и обращения должны содержать следующие данные:

- наименование и функции запрашивающего таможенного органа;
- вид разбирательства;
- цель и причины запроса;
- идентификационные данные вовлеченных сторон (фамилия, дата и место рождения - для физических лиц, наименование - для юридических лиц) и их адреса (юридический адрес - для юридических лиц);
- общее изложение сути дела, а также законы и другие нормативные акты, имеющие к нему отношение.

Статья 6

Наблюдение за лицами, товарами и транспортными средствами

По просьбе запрашивающей службы запрашиваемая служба передает сведения и информацию и осуществляет особое наблюдение за:

а) лицами, вовлеченными или подозреваемыми в совершении таможенных нарушений, в частности, их въездом на таможенную территорию и выездом с таможенной территории государства запрашиваемой службы;

б) перемещениями товаров, о которых ее уведомила запрашивающая служба и в отношении которых имеется подозрение в нарушении таможенного законодательства, применяемого этой службой;

в) местами складирования товаров, по которым запрашивающая служба имеет основания полагать, что они предназначены для незаконного ввоза на территорию ее государства;

г) транспортными средствами, в отношении которых запрашивающая служба имеет основания полагать, что они могут быть использованы для совершения таможенных нарушений на территории государства одной или другой Стороны;

д) действиями, которые могут быть связаны с незаконным оборотом наркотических средств и психотропных веществ.

Статья 7

Контролируемая поставка

1. Таможенные службы могут, по взаимному согласию в каждом отдельном случае и по достижении договоренностей по финансовым и организационным вопросам, использовать метод контролируемой поставки наркотических средств и психотропных веществ в целях выявления лиц, участвующих в таможенных нарушениях.

2. Незаконные партии наркотических средств и психотропных веществ, контролируемые поставки которых осуществляются в соответствии с достигнутыми договоренностями, с согласия обеих таможенных служб могут быть перехвачены или оставлены для дальнейшей перевозки с сохранением или изъятием, полной или частичной заменой незаконной партии.

Статья 8

Исключения из обязательств по оказанию помощи

1. Каждая таможенная служба вправе полностью или частично отказать в предоставлении помощи, предусмотренной настоящим Соглашением, если таковая может нанести ущерб суверенитету, публичному порядку либо другим существенным интересам ее государства, либо повлечь за собой нарушение промышленной, коммерческой или профессиональной тайны.

2. Если запрашивающая служба обращается за содействием, которое не могла бы оказать сама в случае аналогичного обращения к ней запрашиваемой таможенной службы, то в своем запросе она отмечает этот факт. Выполнение такого запроса передается на усмотрение запрашиваемой службы.

3. Оказание содействия может быть отложено запрашиваемой службой, если это повлечет за собой вмешательство в проводимое ею расследование, преследование или разбирательство. В этом случае запрашиваемая служба консультируется с запрашивающей службой с целью определения возможности оказания содействия при соблюдении таких условий, какие могут быть выдвинуты запрашиваемой службой.

4. Любой отказ или задержка в оказании помощи должны быть мотивированы.

Статья 9

Расследования

1. В целях облегчения расследования на территории своего государства каждая таможенная служба проводит по запросу другой таможенной службы расследования в отношении действий, которые противоречат или могут противоречить таможенному законодательству, действующему на территории государства запрашивающей службы. Запрашиваемая служба проводит такие расследования, как если бы она выступала от своего имени или по просьбе других органов своего государства.

2. Запрашиваемая служба может разрешить сотрудникам запрашивающей службы присутствовать при проведении этих расследований. В этом случае они не должны быть одеты в форменную одежду и иметь при себе оружие.

Статья 10

Установление прямых связей

Для обмена информацией таможенные службы могут устанавливать прямые связи между своими подразделениями, уполномоченными вести действия по предотвращению, расследованию и пресечению таможенных нарушений. В этом случае они обмениваются списками сотрудников, специально назначенных для этих целей.

Статья 11

Конфиденциальность

1. Информация, полученная в соответствии с настоящим Соглашением, используется только для целей, указанных в нем. Любое другое использование такой информации возможно лишь в случае явно выраженного письменного согласия предоставившей ее таможенной службы.

2. Информации, сведениям и документам, полученным таможенной службой в соответствии с настоящим Соглашением, обеспечивается такой же режим конфиденциальности, который предусмотрен законодательством государства этой таможенной службы для собственной информации аналогичного характера и содержания.

Статья 12

Использование сведений и документов

1. Таможенные службы могут использовать сведения и документы, полученные на основании настоящего Соглашения, в качестве доказательства в своих протоколах, актах, записях свидетельских показаний, а также в ходе судебных и административных разбирательств.

2. Доказательная сила таких сведений и документов определяется в соответствии с законодательством, действующим на территории государства запрашивающей службы.

Статья 13

Эксперты и свидетели

1. В случае запроса судебных или административных органов государства одной из Сторон таможенная служба государства другой Стороны может уполномочить своих служащих выступить в качестве свидетелей или экспертов в ходе таких судебных или административных разбирательств.

2. Эти служащие в рамках имеющихся у них полномочий дают показания по фактам, установленным ими при исполнении своих служебных обязанностей.

3. В запросе об участии свидетелей или экспертов должно быть конкретно указано, по какому делу и в каком качестве будет выступать служащий.

4. Транспортные расходы и расходы по проживанию свидетелей, экспертов и переводчиков берет на себя запрашивающая Сторона.

Статья 14

Расходы

Стороны взаимно отказываются от любого требования возмещать расходы, вытекающие из применения настоящего Соглашения, за исключением расходов, предусмотренных в его статье 13.

Статья 15

Территориальное действие Соглашения

Настоящее Соглашение действует на таможенных территориях Федеративной Республики Бразилии и Российской Федерации в соответствии с их законодательством.

Статья 16

Реализация Соглашения

1. Порядок реализации отдельных положений настоящего Соглашения при необходимости устанавливается по согласованию между таможенными службами путем достижения отдельных договоренностей.

2. В целях облегчения реализации настоящего Соглашения таможенные службы путем достижения отдельных договоренностей могут определить параметры технического сотрудничества.

3. Создается Смешанная комиссия, состоящая из представителей обеих таможенных служб, которая уполномочена рассматривать вопросы, связанные с применением настоящего Соглашения.

4. Смешанная комиссия собирается по мере необходимости поочередно на территории Федеративной Республики Бразилии и Российской Федерации.

5. Разногласия, не урегулированные Смешанной комиссией, разрешаются по дипломатическим каналам.

Статья 17

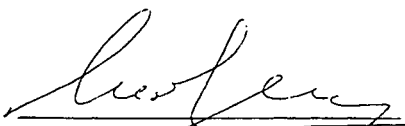
Вступление в силу и денонсация Соглашения

1. Настоящее Соглашение вступает в силу в первый день второго месяца с даты переданного по дипломатическим каналам последнего уведомления о выполнении каждой из Сторон внутригосударственных процедур, необходимых для вступления настоящего Соглашения в силу.

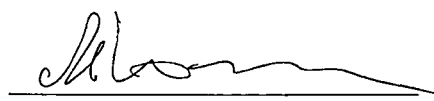
2. Настоящее Соглашение заключено на неопределенный срок. Каждая из Сторон может в любой момент прекратить его действие путем письменного уведомления по дипломатическим каналам другой Стороны. Действие настоящего Соглашения прекращается через 180 (сто восемьдесят) дней с даты такого уведомления.

3. Настоящее Соглашение может быть изменено или дополнено путем переговоров по дипломатическим каналам и взаимному согласию Сторон. При этом внесенные изменения и дополнения вступают в силу в соответствии с пунктом 1 настоящей статьи.

Совершено в г. Бразилиа "12" декабря 2001 года в двух экземплярах, каждый на португальском, русском и французском языках, причем все тексты имеют одинаковую силу. В случае расхождений в толковании Соглашения применяется текст на французском языке.



За Правительство
Федеративной Республики
Бразилии



За Правительство
Российской Федерации

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FEDERATIVE REPUBLIC OF BRAZIL AND THE GOVERNMENT OF THE RUSSIAN FEDERATION REGARDING MUTUAL ASSISTANCE IN THE PREVENTION, INVESTIGATION AND SUPPRESSION OF CUSTOMS OFFENCES

The Government of the Federative Republic of Brazil and the Government of the Russian Federation (hereinafter referred to as "the Parties"),

Considering that violations of customs legislation are prejudicial to their economic, commercial, fiscal, social and cultural interests,

Considering that it is vital to ensure strict enforcement of control, restriction and prohibition measures and the proper collection of customs duties and other taxes owed to the customs administration upon the export or import of goods,

Considering that illicit trafficking in narcotic drugs and psychotropic substances constitutes a grave threat to public health and to society,

Having regard to the recommendations of the Customs Cooperation Council on mutual administrative assistance of 5 December 1953,

Having regard as well to the provisions of international conventions establishing prohibitions, restrictions and special control measures on specific types of merchandise,

Have agreed as follows:

Article 1. Definitions

For the purposes of this Agreement,

1. "Customs legislation" shall mean the laws, regulations and administrative provisions that the customs administrations are responsible for enforcing in connection with the export, import or transit of goods, the placement of goods under customs regimes or the collection of customs duties or other fees or taxes collected by customs administrations, as well as measures of prohibition, restriction or control on the import and export of merchandise.

2. "Customs administration"

(a) Shall mean, in the case of the Federative Republic of Brazil, the General Customs System Coordination Office within the Federal Revenue Secretariat of the Ministry of Finance;

(b) Shall mean, in the case of the Russian Federation, the State Customs Committee.

3. "Customs offence" shall mean any violation or attempted violation of customs legislation.

4. "Person" shall mean any natural or legal person.

5. "Narcotic drugs and psychotropic substances" shall mean any substance listed in the schedules of the United Nations Single Convention on Narcotic Drugs of 30 March 1961 or the United Nations Convention on Psychotropic Substances of 21 February 1971, as well as chemical substances listed in tables I and II of the annex to the United Nations Convention against Illicit Traffic in Narcotic Drugs and Psychotropic Substances of 20 December 1988.

6. "Information" shall mean any data, documents, reports or authenticated copies thereof or any other communications.

7. "Intelligence" shall mean information processed or analysed so as to shed light on a customs offence.

8. "Requested administration" shall mean the customs administration to which a request for assistance is addressed.

9. "Requesting administration" shall mean the customs administration that makes a request for assistance.

Article 2. Scope of the Agreement

1. The customs administrations shall accord one another assistance in accordance with the terms of this Agreement, with a view to ensuring the proper enforcement of customs legislation and preventing, investigating and suppressing customs offences.

2. The assistance envisaged in the preceding paragraph does not relate to the collection by the customs administrations of the State of one Party of customs duties, taxes, fees, fines and other sums owed to the customs administration of the State of the other Party.

3. At the request of the requesting customs administration, the requested customs administration shall serve upon the persons concerned who reside in the territory of its State of any notices, decisions or other documents pertaining to the enforcement of the customs legislation in force in the territory of the State of the requested administration and within the competence of that administration.

Article 3. Exchange of information

1. The customs administrations shall exchange, on their own initiative or on request, information which may be helpful in ensuring the proper enforcement of customs legislation relating to:

(a) Collection of customs duties and taxes by the customs administrations and the correct assessment of the customs value of goods and their tariff classification;

(b) Observance of bans, quotas, tariff preferences or exemptions relating to the import, export or transit of goods;

(c) Enforcement of rules concerning the origin of goods;

(d) Prevention and suppression of customs offences and illicit trafficking in narcotic drugs and psychotropic substances.

2. If the requested administration is not in possession of the information sought, it shall take steps to obtain that information.

Article 4. Combating illicit trafficking in goods of particular significance

1. Each customs administration, on its own initiative or on request, shall provide without delay any intelligence it may have regarding:

(a) Operations known or suspected to be fraudulent in relation to the respective customs legislation, in particular any irregularity detected during a check on the export, import or movement of goods;

(b) New means or methods used to commit offences against the respective customs legislation;

(c) Categories of goods known to be the subject of fraudulent import, export or transit traffic, such as weapons, ammunition, explosives, narcotic drugs and psychotropic substances, antiques or works of art of particular artistic, historic or archaeological value for one of the Parties, toxic substances or substances hazardous to public health, goods subject to high customs tariffs or to quantitative restrictions;

(d) Persons suspected of committing or who have frequently committed customs offences;

(e) Vehicles suspected of being used to commit customs offences;

(f) New methods that have proved effective in combating customs offences.

Article 5. Form and content of requests

1. Each customs administration, upon written request, or, in cases of emergency, on oral request subsequently confirmed in writing, shall provide the other, as quickly as possible, with all the intelligence it may have:

(a) Derived from customs documents having to do with movements between the two States of goods that are or may be the subject of fraudulent traffic, particularly the types of goods mentioned in subparagraph (c) of article 4 of this Agreement, pursuant to the customs legislation by the requesting administration, if possible, in the form of duly certified or authenticated copies of the documents in question or in electronic form. In the latter case, all information necessary for processing the documents shall be provided on request;

(b) That may be helpful in detecting violations of the customs legislation applied by the requesting administration.

2. Such requests or written confirmations should contain the following information:

- The title and function of the requesting customs authority;

- The nature of the proceeding in progress;

- The object of and reasons for the request;

- Identifying data for the parties involved (name, date and place of birth for natural persons, corporate name for legal persons) and their addresses (headquarters or registered office for legal persons);

- A brief account of the matter and the legal aspects involved.

Article 6. Surveillance of persons, goods and vehicles

At the request of the requesting administration the requested shall transmit information and intelligence and maintain special surveillance over:

(a) Persons whom the requesting administration knows to have committed offences or suspects of being likely to commit them, particularly when they enter or leave the customs territory of the State of the requested administration;

(b) Suspicious movements of goods that the requesting administration suspects are in violation of the customs legislation applied by that administration;

(c) Storage facilities for goods that the requesting administration suspects are intended for illegal import into the territory of its State;

(d) Vehicles that the requesting administration suspects may be used to commit customs offences in the territory of the State of one of the Parties;

(e) Acts that may be related to illicit trafficking in narcotic drugs and psychotropic substances.

Article 7. Controlled delivery

1. The customs administrations may, by mutual agreement on a case-by-case basis and after agreeing on the financial and practical arrangements, employ the method of controlled delivery of narcotic drugs and psychotropic substances with a view to identifying the persons involved in customs offences.

2. An illegal shipment subject to controlled delivery by mutual agreement may be intercepted or allowed to go forward, either as it is or with the narcotic and psychotropic substances removed or replaced wholly or in part by other products.

Article 8. Derogations

1. Either customs administration may decline to furnish the assistance provided for in this Agreement wholly or in part, when such assistance might be prejudicial to the sovereignty, public order or other vital interests of its State or might involve the breach of an industrial, commercial or professional secret.

2. If the requesting administration is making a request that it could not fulfil if it were presented by the requested administration, it shall so indicate when formulating its request. In such cases, the requested administration may use full discretion in determining whether to fulfil the request.

3. The requested administration may postpone its rendering of assistance if it would interfere with an ongoing investigation, prosecution or judicial proceeding. In such a case, the requested administration shall consult with the requesting administration to determine whether the assistance could be provided under conditions set by the requested administration.

4. Reasons shall be given for a refusal of assistance or delay in providing it.

Article 9. Investigations

1. With a view to facilitating investigations in the territory of their respective States, each customs administration shall, at the request of the other customs administration, conduct investigations into operations that are or appear to be fraudulent in relation to the customs legislation in force in the territory of the State of the requesting administration and shall conduct such investigations as if acting on its own behalf or responding to a request from other authorities of its own State.

2. The requested administration may authorize agents of the requesting administration to be present during the investigation. In such cases, the agents should not be armed or in uniform.

Article 10. Establishing direct contact

For the purposes of information exchange the customs administrations may establish direct contacts between their respective departments responsible for preventing, investigating or suppressing customs offences. In such case they shall exchange lists of agents specially designated for that purpose.

Article 11. Confidentiality

1. Information obtained as a result of the administrative assistance provided for by this Agreement may be used only for the purposes contemplated herein. Any other use of the information shall be permitted only if the customs administration furnishing the information has given its express consent in writing.

2. Information, intelligence and documents obtained by a customs administration in accordance with this Agreement shall be considered confidential and shall enjoy the same protection as that afforded by the legislation applied by that customs administration to similar information of its own.

Article 12. Use of information and documents

1. The customs administrations of the two Parties may use information and documents obtained under the conditions provided for by this Agreement as evidence in proceedings before the courts and in their official records, reports and testimony.

2. The extent of the probative value attributed to such information and documents shall be determined by the legislation applied by the requesting administration.

Article 13. Experts and witnesses

1. At the request of a court or an authority of the State of one of the Parties, the customs administration of the State of the other Party may authorize its agents to appear as experts or witnesses before such court or requesting authority.